LA LETTRE DE L'OBSERVATOIRE DE L'ÉPARGNE DE L'AMF

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
AMF

SOMMAIRE : Baromètre de l'épargne p. 2-4 Focus sur les investisseurs p. 5-8

N° 41 DÉCEMBRE 2020

ÉDITO

Des investisseurs satisfaits malgré la crise

Alors que l'année 2020 restera synonyme de crise sanitaire et économique, la forte volatilité des indices boursiers a coïncidé avec l'arrivée, ou le retour, de nombreux investisseurs en actions.

Notre Baromètre de l'épargne et de l'investissement, dont c'est la 4e édition, a sondé les préférences et les choix des Français en ce moment particulier. Il a été complété cette année par une étude approfondie auprès des détenteurs de produits d'investissement. Cette étude fournit une photographie de ces investisseurs, de leurs motivations et de leurs pratiques d'investissement. Elle s'est aussi intéressée aux effets de la crise sanitaire sur leurs comportements[1].

Le premier constat est important : six mois après le trou d'air sur les marchés financiers, ils sont 85 % à se dire globalement satisfaits de leurs investissements.

Loin de l'image d'amateurs de sensations fortes, les investisseurs se révèlent plutôt mesurés dans leur prise de risque et ne se considèrent pas, pour la plupart, comme des experts autonomes.

Ce constat conforte la conviction de l'AMF sur le besoin d'accompagnement pédagogique des particuliers investisseurs, de longue date ou plus novices.

Elle s'y engage avec ses partenaires de la stratégie nationale de l'éducation financière. Elle a lancé, avec l'Institut national de la consommation (INC), une formation en ligne (MOOC) intitulée « Comment gérer efficacement son épargne et ses placements ? » qui a rencontré un vif succès (20 000 participants).

Elle a également mis en œuvre, avec l'ACPR et le soutien du réseau de la Banque de France, les Rendez-vous de l'épargne, premières rencontres pédagogiques destinées aux épargnants d'aujourd'hui et de demain. ■

[1] Les deux enquêtes ont été réalisées du 17 au 29 septembre 2020.

FOCUS

Le manque de repères des épargnants

Pour la moitié des Français, le taux de rémunération satisfaisant d'un placement sans risque est d'au moins 3 % par an.

Le niveau de rémunération actuel de l'épargne garantie et liquide est méconnu de beaucoup de Français. Ainsi, interrogés dans le cadre du Baromètre de l'épargne et de l'investissement de l'AMF, seuls 3 Français sur 10 ont correctement évalué le taux d'intérêt du livret A, qui a été abaissé en février 2020 à 0,50 %.

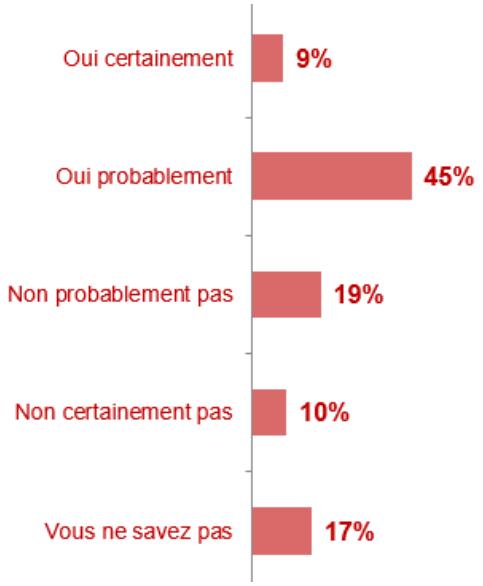
Attentes irréalistes ...

Pour un placement sans risque, 27 % des répondants considèrent qu'un taux de rendement minimal satisfaisant se situe actuellement entre 3 et 4 % par an et 26 % qu'il est de plus de 4 %, alors que les taux de rémunération des placements garantis proposés sont bien inférieurs depuis plusieurs années.

... et crédulité

Interrogés sur la confiance qu'ils accorderaient à un placement affichant à la fois un taux de rémunération nettement supérieur aux autres placements et une garantie du capital, 54 % des Français ont répondu qu'ils pourraient « faire confiance à ce placement et envisager d'y placer de l'argent », alors même que la promesse d'un tel placement est irréaliste. ■

Imaginons un placement dont le capital est garanti et dont la rémunération est fixée à un niveau nettement supérieur à celle des autres placements garantis traditionnels, feriez-vous confiance à ce placement pour envisager d'y placer de l'argent ?



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, décembre 2020

4e édition du Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement

Les épargnants en 2020 : leurs préférences, leurs perceptions et leurs attentes ont-elles évolué avec la crise sanitaire ?

Depuis 3 ans, le Baromètre de l'AMF interroge les Français sur leur épargne et leurs investissements. Pour cette 4e vague, 1 206 Français de 18 ans et plus ont été sondés à la fin septembre 2020[1].

La préférence pour les placements garantis et liquides évolue peu

L'ouverture au risque demeure limitée : la moitié des Français écarte tout risque (50 % en 2020 contre 54 % en 2019). Ce sont en particulier 58 % des plus de 55 ans, contre 36 % des moins de 35 ans.

Près de la moitié de ces derniers acceptent de prendre un peu de risque avec leurs placements.

Une prise de risque souvent très limitée

Ceux qui acceptent un peu de risque (moins de la moitié des Français) n'y consacrent qu'une part limitée de leur épargne. Ainsi, dans le cadre d'un placement sur 10 ans, 55 % des épargnants disent accepter de consacrer au maximum 10 % de la somme disponible dans un investissement risqué, et 20 % une part comprise entre 10 % et 20 %. Ils ne sont que 10 % à accepter de placer plus de 40 % dans un investissement risqué.

Une forte répugnance pour l'incertitude

Le besoin de certitudes est fort : plus de 4 Français sur 5 refusent un placement dont les possibilités de performances au bout de 10 ans, incertaines, sont comprises entre -15 % et +60 %. Ils ne sont que 11 % à accepter cette incertitude et 6 % à accepter une fourchette de gains allant de -25 % à +100 %.

Une durée de blocage acceptée limitée

La durée de blocage de l'épargne acceptable en contrepartie d'une prise de risque reste limitée : ils ne sont que 9 % à pouvoir envisager une durée supérieure à plus de 10 ans. Cette durée (4,5 ans en moyenne) est cependant un peu plus longue chez les moins de 35 ans (5,4 ans) et chez ceux dont le patrimoine financier dépasse 30 000 € (5,8 ans).

Un peu plus de Français inquiets

Moins d'1 Français sur 3 (27 %) se dit confiant dans l'évolution de sa propre situation économique et financière (29 % en 2019).

La proportion d'inquiets a un peu augmenté en 2020 à 35 % (31 % en 2019). Les plus inquiets sont les 55-64 ans (43 %) et les patrimoines financiers inférieurs à 10 000 € (43 %). Et ils sont plus nombreux également chez ceux qui disposent de patrimoines financiers de plus de 50 000 € : ils sont 32 % contre 19 % en 2019.

[1] Les résultats détaillés sont présentés dans le rapport de l'institut Audirep (étude annuelle sur les attitudes et les opinions à l'égard des placements), disponible sur le site de l'AMF à la rubrique Publications/ Observatoire de l'épargne.

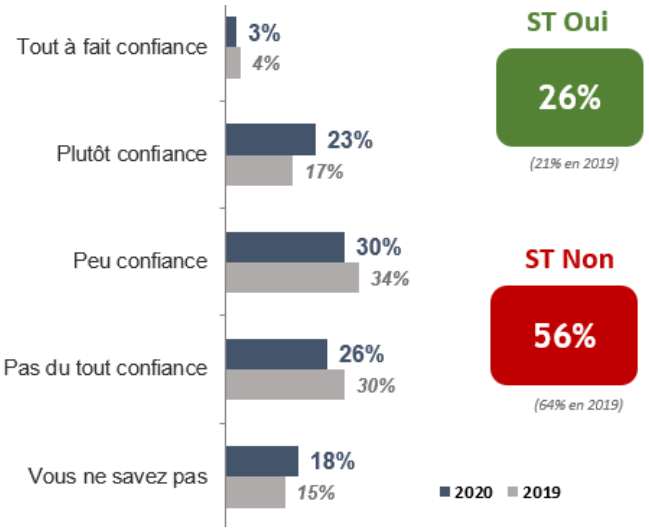
Les jeunes maintiennent leur intérêt pour les placements en actions

Les placements en actions intéressent toujours 3 Français sur 10, souvent modérément (un chiffre stable par rapport à 2019). Cet intérêt est plus fort chez les 25 -34 ans (43 % contre 24 % chez les 45 ans et plus) et chez ceux dont le patrimoine financier est supérieur à 30 000 € (42 % contre 24 % chez ceux qui ont moins). Les Français sont plus nombreux (51 %, stable par rapport à 2019) à dire se tenir informés, au moins de temps en temps, de l'actualité financière, de l'évolution de la bourse et des marchés.

La confiance dans les placements en actions s'est améliorée en 2020

Un quart des Français (26 %) dit avoir confiance dans les placements en actions, contre 21 % en 2019. Plus de la moitié des Français (56 %) n'a toujours pas confiance, mais cette méfiance est en recul (-8 points par rapport à 2019). Les plus confiants dans les placements en actions sont souvent des hommes (33 % d'entre eux) et ceux qui disposent d'un patrimoine financier supérieur à 30 000 € (41 %).

D'une manière générale, diriez-vous que vous faites confiance aux placements en actions (en direct ou à travers des fonds) ?



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, décembre 2020

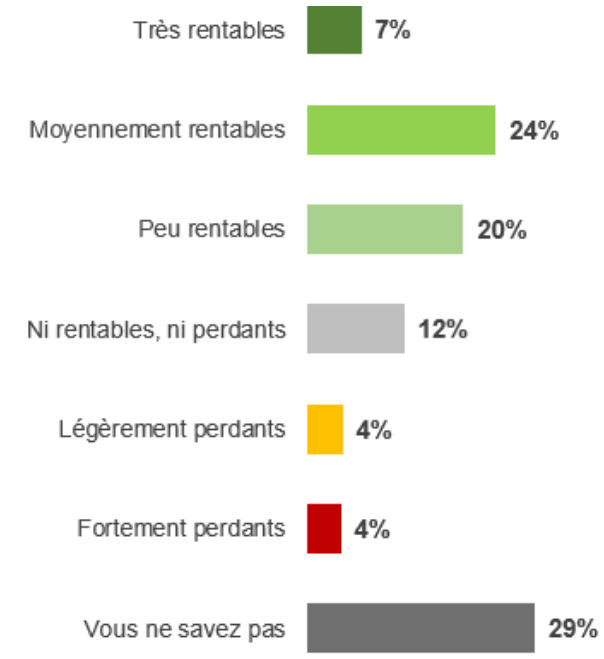
Les principaux facteurs de confiance envers les placements en actions sont la possibilité de bénéficier des performances économiques des entreprises et l'idée que c'est la meilleure solution pour faire fructifier son épargne à long terme. Ceux qui n'ont pas confiance (plus souvent parmi les 55-64 ans) mettent en avant l'aspect spéculatif de la bourse et ses risques.

4 % par an : la rentabilité perçue des placements en actions

La moitié des Français estime que les placements en actions ont été rentables ces 5 dernières années. L'idée qu'ils n'ont pas été perdants semble bien installée, bien que 3 Français sur 10 n'aient pas répondu à cette question par méconnaissance. Pour autant, seuls 7 % estiment que les placements en actions ont été très rentables.

Les détenteurs d'actions quant à eux (environ 8 % de l'échantillon de Français) ont répondu à 83 % que les placements en actions ont été rentables et à 18 % qu'ils ont été très rentables (49 % moyennement rentables).

D'après ce que vous en savez ou imaginez, diriez-vous qu'au cours des 5 dernières années, les placements en actions ont été …



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, décembre 2020

Le sentiment qu'un placement est très ou peu rentable est subjectif. De plus, la rentabilité peut s'envisager brute ou nette. Les Français pensant que les placements en actions ont été rentables les 5 dernières années ont été invités à dire quel rendement moyen ils avaient à l'esprit, sans autre précision.

Ils ont estimé que ce taux de rendement a été de 4 % par an en moyenne[2].

Les détenteurs d'actions l'ont estimé à 4,9 % par an, 36 % d'entre eux jugeant qu'il a été supérieur à 5 %.

Beaucoup de Français (3 sur 10), éloignés de ce sujet, ne répondent pas à une telle question.

3,6 % attendus pour les prochaines années

Pour les 5 prochaines années, 4 Français sur 10 pensent que le rendement des placements en actions sera positif : le rendement moyen anticipé est de 3,6 %.

Les détenteurs d'actions sont 76 % à attendre un rendement positif, prévoyant un taux annuel de 4,6 % en moyenne.

[2] Le rendement annuel net du CAC 40 NR (dividendes nets réinvestis) s'est établi à 4,06 % de septembre 2015 à septembre 2020.

Une amélioration de l'image des actions

Les opinions du grand public envers les actions sont moins négatives en 2020. Les placements en actions restent, dans l'esprit d'une grande majorité de Français (68 %), réservés aux personnes averties. Toutefois, ils sont moins nombreux à penser qu'ils sont trop risqués (63 %, 68 % en 2019) ou qu'ils sont réservés aux personnes qui ont beaucoup d'argent (52 % contre 57 %).

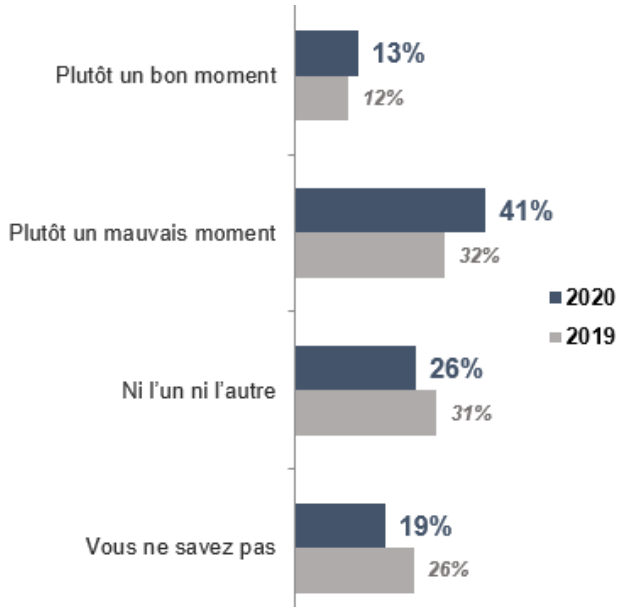
L'idée que la Bourse ne profite pas à l'économie réelle est en baisse (38 % contre 45 %) tout comme l'idée que les placements en actions ne rapportent rien en fin de compte (23 % contre 28 %). ■

Un bon moment pour investir ?

La proportion des Français estimant que ce n'est pas le bon moment d'investir en actions a augmenté. Fin septembre 2020, ils étaient 41 % à le penser, un chiffre en hausse de 9 points par rapport à 2019 et se situant à son plus haut niveau depuis 3 ans, principalement en raison des incertitudes sur l'évolution de la situation économique (69 % de ceux qui pensent que ce n'est pas le bon moment mentionnent cette incertitude).

À l'inverse, 13 % des répondants pensaient que c'était plutôt un bon moment pour les placements en actions. Ils étaient 20 % à le considérer chez les 25-34 ans et 35 % chez les détenteurs de titres (actions, fonds, obligations). En 2019, ces derniers n'étaient que 24 % à penser que c'était le bon moment pour investir.

Selon vous, la période actuelle est-elle plutôt un bon moment ou plutôt un mauvais moment pour faire des placements en actions ?



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, décembre 2020

Un moment propice pour 42 % des actionnaires

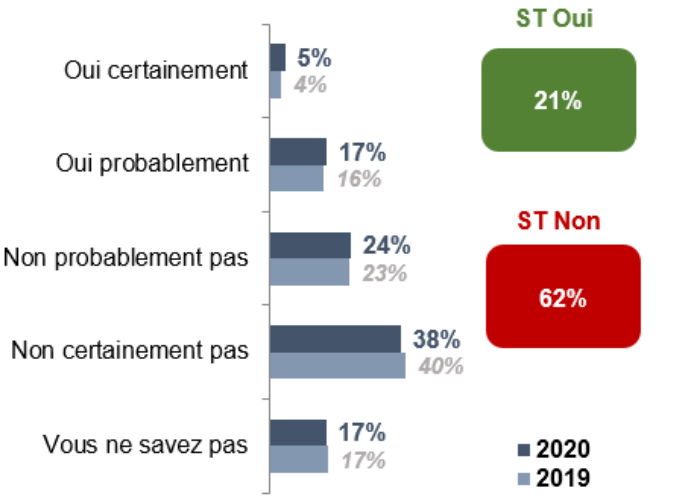
Fin septembre 2020, les détenteurs d'actions étaient 42 % à penser que c'était un moment opportun pour investir (22 % pensaient le contraire).

Leur principal argument : « il y a de bonnes affaires à faire car les cours des actions ont baissé, cela va remonter. » L'argument de la croissance à long terme de l'économie ne recueillait que 26 % des réponses. ■

Les intentions de souscription en hausse chez les jeunes

Fin septembre 2020, environ 1 Français sur 5 pouvait envisager d'investir en actions dans les 12 prochains mois. Une proportion stable depuis 3 ans dans le grand public.

Au cours des 12 prochains mois, pourriez-vous envisager de souscrire des placements en actions ?



Source : Baromètre AMF de l'épargne et de l'investissement, décembre 2020

Chez les moins de 35 ans, les intentions de souscription demeurent significativement plus importantes que celles des plus âgés. Fin septembre 2020, les 25-34 ans étaient 33 % à pouvoir envisager d'investir ces prochains mois, contre 17 % des personnes de 45 ans et plus.

Les plus aisés financièrement sont également nombreux à envisager d'investir en actions. Ils sont 33 % parmi ceux qui disposent d'un patrimoine financier de plus de 30 000 € et 38 % chez ceux dont le patrimoine dépasse 100 000 €. Ce dernier chiffre est néanmoins en baisse : il était de 50 % en 2019.

Enfin, les détenteurs d'actions sont très positifs : 71 % d'entre eux répondaient envisager de réinvestir.

Les Français qui n'envisagent pas d'investir à court terme sont 16 % à répondre pouvoir envisager d'investir en actions à plus long terme. De nouveau, ce sont plus souvent les personnes de moins de 35 ans : 29 % d'entre eux (7 % seulement des 45-64 ans).

Au total, 31 % des Français répondent pouvoir envisager d'investir en actions à court ou à plus long terme :

- 44 % des personnes de moins de 35 ans ;
- 44 % des personnes disposant d'un patrimoine financier de plus de 30 000 € ;
- 78 % des détenteurs d'actions individuelles.

Quels sont les objectifs de ceux qui envisagent de souscrire ?

Les souscripteurs potentiels d'actions sont 54 % à penser que c'est un bon moyen de diversifier leur épargne et 34 % que c'est le meilleur placement à long terme. Les plus de 50 ans pensent plus souvent à l'avantage de la diversification que les plus jeunes. Ils sont également plus nombreux à dire que c'est « important de participer au soutien des entreprises et de l'économie » (29 % d'entre eux contre 8 % seulement des 25-34 ans). ■

Les Français et leur épargne pendant la crise sanitaire

Le Baromètre de l'épargne et de l'investissement a interrogé les Français sur leurs comportements d'épargne pendant et depuis le 1er confinement.

Certains Français ont davantage épargné durant la crise

La proportion de Français ayant épargné dans les 12 derniers mois est restée stable à 74 %, mais ils sont moins nombreux à avoir touché à leur épargne (46 %, contre 52 % en 2019). Ils ont également moins l'intention d'y toucher dans les 12 prochains mois (39 % contre 43%).

En outre, 16 % des Français disent avoir épargné des montants plus importants que d'habitude pendant le confinement. Et parmi ces derniers, 6 sur 10 disent ne pas avoir dépensé cette épargne additionnelle depuis le confinement. Les plus âgés sont ceux qui ont le plus souvent conservé leur épargne additionnelle.

Les préoccupations liées aux dépenses de santé ont été renforcées

Les principaux motifs d'épargne demeurent les mêmes d'une année à l'autre : couvrir les dépenses imprévues, notamment en matière de santé, se préparer à la retraite et à une future possible perte d'autonomie. Mais la crise sanitaire a renforcé les craintes des Français concernant les dépenses imprévues, celles de santé en premier lieu : pour 40 % des personnes interrogées, ce motif d'épargne s'est renforcé.

Plus de frilosité dans le grand public

Globalement, la crise n'a pas modifié les attitudes en matière d'épargne et d'investissement.

Si la moitié des Français pense que la situation actuelle ne doit pas les conduire à prendre plus ou moins de risque, 28 % d'entre eux disent toutefois que la crise les incite désormais à prendre moins de risque qu'avant. Et ils ne sont que 26 % à estimer qu'elle les incite à diversifier davantage leur épargne avec des placements financiers.

Même si la majorité pense qu'il faut attendre pour y voir clair, ou n'a pas d'opinion, les Français sont un peu plus nombreux à penser que la crise sanitaire rend les placements en actions moins intéressants qu'avant (23 % des Français) que plus intéressants (10 %).

Toutefois, 31 % des détenteurs d'actions pensent que les placements en actions sont devenus plus intéressants qu'avant.

Pour l'avenir, l'attentisme est majoritaire

Pour leur épargne de long terme, en particulier en vue de leur retraite, les Français sont nombreux à répondre ne pas savoir que faire ou attendre avant de modifier éventuellement leurs placements. Seul 1 Français sur 5 estime que la crise devrait le conduire à modifier son épargne, mais plus souvent prioritairement en privilégiant une épargne disponible à tout moment (26 %) ou en réduisant son épargne (20 %). Seule une minorité (26 %, moins de 5 % de l'ensemble des Français) envisage prioritairement « d'épargner davantage à long terme quitte à bloquer cette épargne ». ■

Étude sur les investisseurs en 2020

Quels sont les motivations, les profils et les pratiques des investisseurs ? Comment ont-ils réagi à la crise sanitaire ?

Les détenteurs de produits d'investissement, environ 15 à 20 % des Français, sont en moyenne plus âgés et plus aisés financièrement que le grand public des épargnants. Souvent confiants dans l'évolution de leur propre situation financière, ils s'intéressent à la Bourse, ont confiance dans les placements en actions et se montrent prêts à investir davantage.

Cette étude, réalisée par l'institut CSA, a permis d'approfondir les motivations et les pratiques d'investissement de ces investisseurs[3].

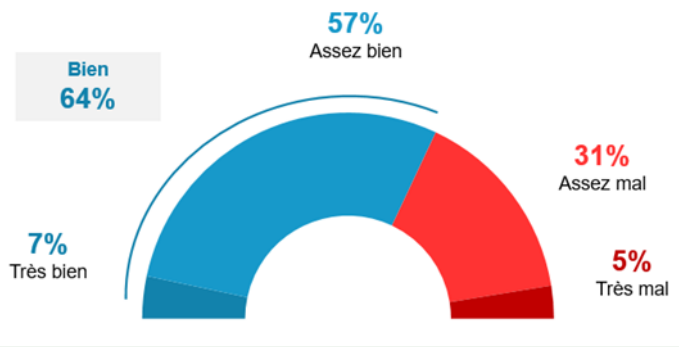
Des investisseurs plutôt à l'aise et autonomes

La grande majorité d'entre eux se voient comme des investisseurs de long terme gérant leurs placements en bons pères de famille. Pour la plupart d'entre eux, investir leur épargne nécessite méthode et rigueur. Pour la majorité, la Bourse n'est ni une passion, ni un jeu.

Connaissance et expérience

La majorité des investisseurs (64 %) a le sentiment de s'y connaitre assez bien en matière d'épargne et de placements (contre 48 % des Français).

Avez-vous le sentiment de vous y connaitre dans le domaine des produits d'épargne et des placements financiers…



Source : Etude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

Les « connaisseurs » sont plus souvent financièrement aisés (76 % de ceux qui disposent de revenus mensuels supérieurs à 6 000 €, contre 53 % des revenus inférieurs à 2 500 €). Ce sont aussi les jeunes : les investisseurs de 25-34 ans sont 75 % à estimer s'y connaître, contre 63 % des plus de 65 ans. Ils sont même 25 % à dire s'y connaitre « très bien », contre 7 % de l'ensemble des investisseurs et 3 % des plus de 65 ans.

Un niveau d'aisance à relativiser

Moins d'1 investisseur sur 10 estime être tout à fait expérimenté ou s'y connaitre très bien et ils sont moins d'1 sur 5 à se dire tout à fait à l'aise dans le suivi de leurs investissements, en particulier pour juger des opportunités d'investissement et prendre des décisions. Seul 1 investisseur sur 3 indique que ses connaissances des différentes caractéristiques des placements sont tout à fait bonnes. ■

705 investisseurs sondés fin septembre 2020

Pour cette étude, l'institut CSA a sélectionné 705 investisseurs détenant des produits d'investissement au travers d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte (UC) ou au sein d'un plan d'épargne en actions (PEA) ou d'un compte-titres. Ils disposaient d'au moins 5 000 euros d'épargne investie (en risque) dans au moins une de ces 2 enveloppes. Au sein de leur contrat d'assurance-vie, au moins 20 % de leur épargne devait être investie en UC. La détention d'épargne salariale n'était pas un critère de sélection. L'échantillon a été redressé sur les variables de sexe, d'âge, de région et de profession afin d'être représentatif des détenteurs de PEA ou d'assurance-vie en UC (données CSA Operbac 2020).

L'échantillon ainsi constitué se composait d'investisseurs de longue date : 7 sur 10 étaient détenteurs de produits d'investissement depuis plus de 10 ans.

Ils sont multi-détenteurs. Près de 9 sur 10 détiennent un PEA ou un compte-titres et presqu'autant un contrat d'assurance-vie en unités de compte. Un tiers détient un produit d'épargne retraite sous forme de Perp ou de PER.

46 % des investisseurs ont pour intermédiaire financier une banque en ligne ou un courtier en ligne. Et parmi eux, près de la moitié indique que cet établissement en ligne est leur principal intermédiaire. ■

Autonomie

Les investisseurs sont également majoritaires à s'estimer plutôt à l'aise pour évaluer eux-mêmes le niveau de risque des placements (70 %) ou leurs performances (68 %). 78 % des investisseurs décident eux-mêmes de leurs investissements et 60 % estiment avoir plutôt une bonne connaissance de l'économie et de la finance.

Ils sont moins nombreux à se considérer comme expérimentés (54 %). Ce sont plus souvent les jeunes (68 % des 35-49 ans s'estiment expérimentés), les plus aisés financièrement, ainsi que les détenteurs d'actions (70 % d'entre eux).

Qui sont les investisseurs ?

58 % des investisseurs sont des hommes. 70 % d'entre eux sont âgés de 45 à 74 ans. Leur âge moyen est de 55 ans (48 ans pour les Français).

36 % sont des retraités et 29 % exercent une profession libérale ou intellectuelle, ou sont des cadres.

Leur revenu moyen, au niveau du foyer, est de 4 400 € (3 100 € en moyenne pour les Français, source Baromètre de l'épargne et de l'investissement) et leur patrimoine financier moyen s'élève à 210 000 € (44 000 € pour les Français). Ils sont 8 sur 10 à posséder un patrimoine financier supérieur à 50 000 €. Pour 3 sur 10, ce montant est même supérieur à 200 000 €.

Leurs liquidités (épargne de précaution) s'élèvent à 53 000 € en moyenne, 1 sur 4 disposant de plus de 50 000 €. ■

[3] Les résultats détaillés sont présentés dans le rapport de l'institut CSA disponible sur le site de l'AMF à la rubrique Publications/ Rapports, études et analyses.

Des investisseurs plutôt à l'aise et autonomes (suite)

Sources d'informations

Même s'ils s'estiment souvent autonomes, 67 % des investisseurs disent s'appuyer de temps en temps sur leur conseiller bancaire pour leurs recherches d'informations et de conseils (19 % régulièrement). Ils consultent également les sites des organismes financiers dont ils sont clients (66 %), ainsi que la presse financière ou les sites spécialisés en finance (62 %).

Les réseaux sociaux ne sont utilisés que par 20 % des investisseurs, plus souvent les jeunes (48 % des 25-34 ans et 33 % des 35-49 ans), les détenteurs d'actions individuelles (28 %) et en particulier les détenteurs d'actions non cotées (54 % d'entre eux).

Ceux qui ont comme principal intermédiaire financier une banque en ligne (20 % des investisseurs) consultent plus souvent les sites spécialisés en finance ou les réseaux sociaux que les autres. Ils sont tout de même 50 % à répondre solliciter de temps en temps leur banque.

Suivi des investissements réalisés

Les investisseurs suivent régulièrement l'évolution de leurs placements et l'actualité économique et financière. 9 investisseurs sur 10 y consacrent du temps plusieurs fois par an. Ils sont même 2 sur 3 (63 %) à dire s'y consacrer au moins une fois par mois. Ce sont plus souvent les hommes (72 %) et les investisseurs les plus aisés financièrement (74 % des revenus mensuels de plus de 6 000 €), ainsi que 77 % des détenteurs d'actions individuelles. Ces derniers sont même 51 % à le faire chaque semaine.

36 % des investisseurs disent prendre des décisions d'investissement ou de désinvestissement chaque mois. Ce sont plus souvent les jeunes (58 % des 35-34 ans, contre 26 % des plus de 65 ans). Les détenteurs d'actions individuelles sont 44 % à prendre des décisions chaque mois (21 % chaque semaine).

Leurs relations avec les conseillers

Pour la gestion de leur épargne et de leurs placements, les investisseurs sont 21 % à dire faire confiance à leur conseiller et à suivre ses propositions. Ce sont plus souvent les femmes (29 %) et les revenus plus modestes (29 % des revenus mensuels inférieurs à 2 500 €). 76 % des investisseurs répondent décider seuls, plus souvent les détenteurs d'actions en direct (environ 85 % d'entre eux). Néanmoins, parmi ces investisseurs « autonomes », 34 % disent discuter avec leur conseiller avant de décider.

Par ailleurs, 50 % des investisseurs répondent avoir déjà bénéficié d'une recommandation d'investissement de leur conseiller. Ce sont même 70 % des détenteurs de SCPI/OPCI dans un contrat d'assurance-vie ou 66 % des détenteurs de fonds profilés sur un PEA. ■

Biais comportemental

Interrogés sur leurs attitudes en cas de baisse ou de hausse importante de la valeur de leurs investissements, les investisseurs sont plus nombreux à indiquer être enclins à vendre après une hausse (30 %) qu'à réinvestir après une baisse (22 %). Cette différence est plus marquée chez les actionnaires individuels (40 % et 26 %). En cas de perte importante, l'attentisme est toutefois dominant. Ils sont 60 % à répondre patienter (« pas vendu, pas perdu »). ■

Des investisseurs globalement satisfaits

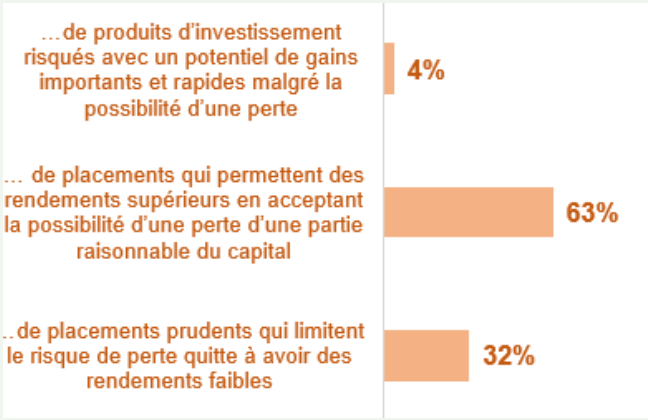
Alors que les dernières années ont été globalement favorables aux investissements en actions ou dans l'immobilier locatif, les investisseurs se déclarent satisfaits des investissements qu'ils ont réalisés : 85 % se disent satisfaits.

Les plus fréquemment satisfaits sont les détenteurs de SCPI/OPCI (93 %) ou les investisseurs en actions (90 %). Ce sont également les 35-49 ans (90 %) et les plus aisés financièrement (92 % de ceux qui disposent de revenus mensuels supérieurs à 6 000 euros). Cependant, cette satisfaction reste mesurée puisque 76 % des investisseurs se disent « plutôt satisfaits ». ■

Une tolérance au risque mesurée

Les investisseurs ne se voient pas comme risquophiles. Ils disent souvent rechercher un risque « raisonnable ». Lorsqu'ils réalisent des investissements, ils sont 32 % à dire qu'ils recherchent des placements prudents et 63 % à accepter la possibilité d'une perte d'une partie raisonnable du capital.

Lorsque vous réalisez des investissements, êtes-vous plutôt à la recherche … ?



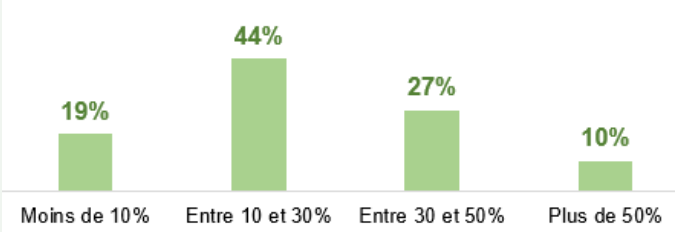
Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

L'appétence au risque est moindre chez les femmes (39 % recherchent un placement prudent, 27 % des hommes), les retraités (39 %) et les revenus inférieurs à 2 500 € (45 %). Elle est plus élevée chez les hommes (68 % recherchent un placement équilibré), les 35-49 ans (72 %), les CSP+ (75 %) et les revenus supérieurs à 6 000 € (74 %).

Une diversification modérée

Compte tenu de ces préférences, la part du patrimoine financier des investisseurs investie en supports risqués se situe souvent entre 10 et 30 % (44 %) ou entre 30 et 50 % (27 %). Seuls 10 % des investisseurs disent que plus de la moitié de leur épargne est investie.

Dans l'ensemble de votre épargne, quelle est la part investie sur des supports risqués ?



Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

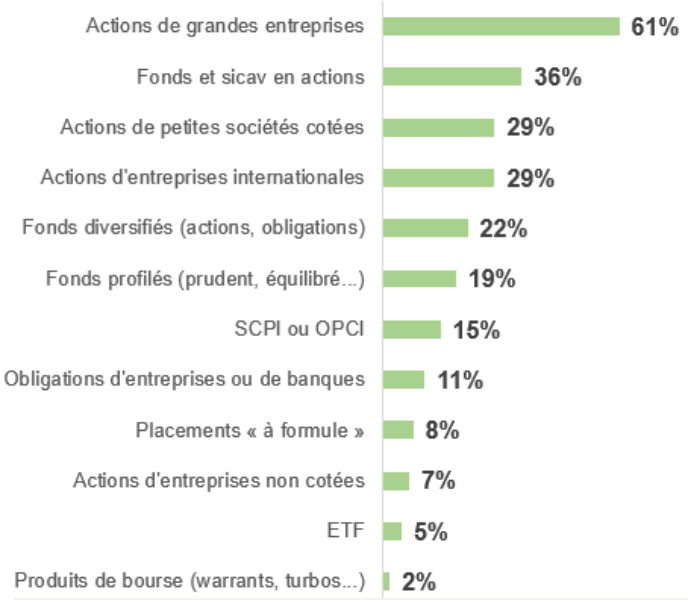
Les pratiques d'investissement des détenteurs de PEA et compte-titres

La souscription d'un PEA/CT se fait avec une perspective longue : à l'ouverture, 58 % des investisseurs se projetaient sur 10 ans et plus et 24 % sur 5 à 10 ans.

Sur quels supports investissent-ils ?

79 % des détenteurs de PEA/CT détiennent des actions individuelles : de grandes sociétés françaises (6 détenteurs de PEA/CT sur 10), internationales (3 sur 10) ou de sociétés de petite taille (3 sur 10).
Ils investissent aussi, pour 57 % d'entre eux, via des fonds d'investissement : 36 % détiennent des fonds d'actions, 15 % des SCPI/OPCI et 5 % des ETF.

Quels types de supports détenez-vous ?
(aux détenteurs de PEA et de compte-titres)



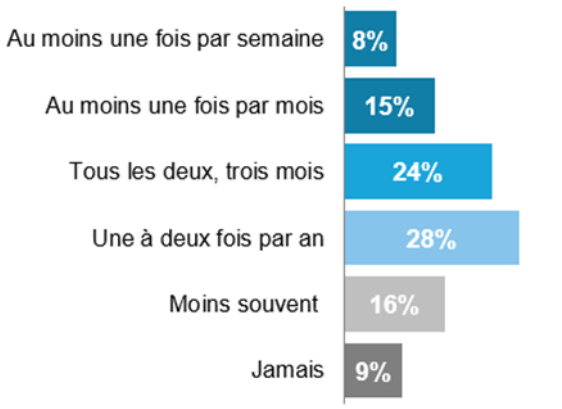
Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

63 % des détenteurs de PEA/CT passent leurs ordres via internet. Et 73 % des détenteurs d'actions.

Les détenteurs d'actions en direct

Les actionnaires ne sont pas des *day-traders*. 23 % d'entre eux passent au moins un ordre de bourse par mois et 8 % au moins un ordre par semaine. 75 % passent au moins un ordre par an. 9 % ne passent jamais d'ordres : 5 % des hommes et 17 % des femmes. 28 % des hommes passent au moins un ordre par mois.

À quelle fréquence passez-vous des ordres d'achat ou de vente sur des actions en direct ?



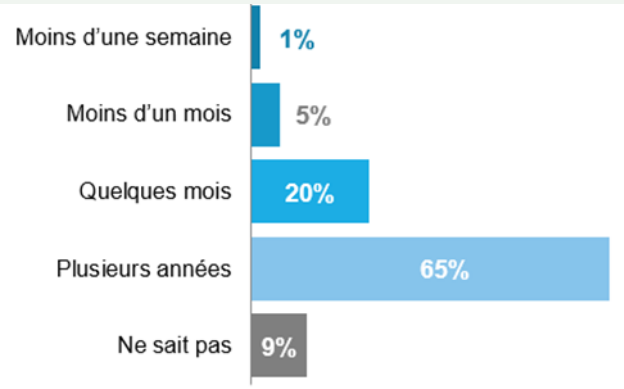
Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

Les pratiques d'investissement des détenteurs d'assurance vie en UC

Environ 6 détenteurs d'assurance vie sur 10 disent gérer leur contrat librement et 4 sur 10 préfèrent opter pour une gestion déléguée. Ces derniers sont 3 sur 10 à choisir un profil prudent et plus de 6 sur 10 à choisir une gestion équilibrée. Seul 1 sur 12 (8 %) a opté pour une gestion dynamique.
Pour la moitié des détenteurs, la part des UC est inférieure à 30 %. Seuls 12 % des détenteurs ont investi plus de 50 % de leur contrat en UC.
Lorsqu'ils sont en gestion libre, les détenteurs d'assurance vie choisissent le plus souvent des UC investies en actions (53 %) ou profilées selon un niveau de risque (52 %). 1 détenteur sur 4 indique détenir des UC en SCPI/OPCI, 1 sur 4 des UC en obligations et 1 sur 9 des UC « à formule ».
La gestion d'un contrat d'assurance vie est relativement peu active : 1 détenteur sur 2 réalise au moins un investissement par an. ■

Les actionnaires sont des investisseurs de long terme : les 2 tiers conservent plusieurs années les actions qu'ils détiennent.

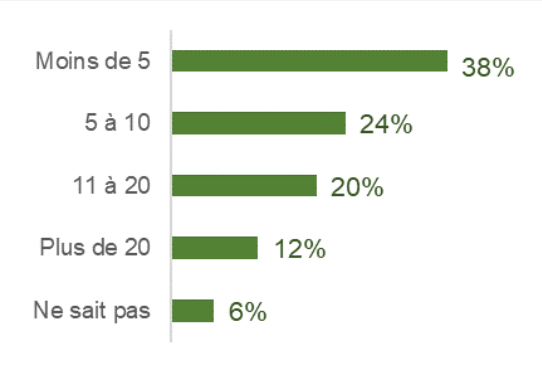
Le plus souvent, combien de temps conservez-vous les actions en direct sur lesquelles vous investissez ?



Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

Leurs portefeuilles d'actions sont relativement peu diversifiés : près de 4 détenteurs sur 10 possèdent un portefeuille de moins de 5 valeurs et 1 sur 4 en détient de 5 à 10.
Ils ne sont qu'1 sur 3 à posséder au moins 11 lignes d'actions différentes. Plus de la moitié des détenteurs d'actions non cotées disent détenir un portefeuille d'au moins 11 lignes.

De combien d'entreprises différentes détenez-vous des actions en direct ?



Source : Étude Investisseurs CSA pour l'AMF, déc. 2020

Des actionnaires intéressés et autonomes

Les détenteurs d'actions en direct sont plus nombreux que les autres investisseurs (63 %) à rechercher « l'aspect ludique que procure l'investissement en bourse ». Pour beaucoup de ces actionnaires, la « bourse est une passion », à l'inverse de la plupart des investisseurs en fonds et sicav. C'est le cas plus particulièrement de ceux qui détiennent de actions de petites sociétés ou des actions non cotées (la moitié d'entre eux). Et plus de 80 % des actionnaires « aiment progresser dans la compréhension des marchés financiers et de l'économie ».

Ils se disent connaisseurs et expérimentés. C'est d'autant plus fréquemment le cas qu'ils détiennent des actions étrangères ou des valeurs de petite taille. Ils sont moins souvent en contact avec un conseiller. Ils s'informent beaucoup dans la presse spécialisée.

Ils sont nombreux à se sentir à l'aise pour juger des opportunités d'achat et de vente (3 sur 4) ou pour évaluer le caractère cher ou bon marché d'un titre (7 sur 10). Cependant, ils ne sont que 15 % à répondre être tout à fait à l'aise. ■

Les détenteurs de fonds moins actifs

Les détenteurs de fonds, sicav et ETF sont moins actifs que les détenteurs d'actions : 48 % réalisent un investissement ou un désinvestissement au moins une fois par an (plus de 8 actionnaires sur 10). 3 sur 10 réalisent « rarement » des investissements ou des désinvestissements.

Ils sont 7 sur 10 à conserver leurs fonds plusieurs années. Et 1 sur 4 mentionne une durée de détention supérieure à 10 ans.

Les détenteurs de placements collectifs en général (y compris des SCPI/OPCI et des UC en assurance-vie) suivent leurs investissements relativement souvent (4 sur 10 le font au moins une fois par mois) mais sont moins fréquemment en situation de modifier leurs investissements ou d'en parler avec un conseiller : 3 sur 10 le font relativement souvent et 4 sur 10 le font de temps en temps. 3 sur 10 répondent ne jamais solliciter de recommandation à un conseiller. ■

Les porteurs de SCPI/OPCI plus souvent conseillés

Environ 15 % des détenteurs de PEA/CT détiennent des SCPI. Plus que les autres, ils ont pour objectif d'obtenir des revenus complémentaires (35 % contre 27 %), mais aussi de faire fructifier un capital (55 % contre 47 %). Ils sont plus âgés que les autres investisseurs (58 ans, 45 % de retraités) et détiennent également souvent des actions en direct (47 % contre 36 %). Leur patrimoine financier est plus élevé que celui des autres investisseurs : une moitié détient plus de 200 000 € (3 sur 10 en moyenne). Ils sont autonomes dans leur gestion : 85 % d'entre eux préfèrent gérer seuls (contre 76 %). Cependant, ils sont plus nombreux (7 sur 10) à être en contact avec un conseiller et à dire avoir bénéficié d'une recommandation écrite. ■

Les investisseurs et la crise sanitaire

Interrogés fin septembre sur leurs comportements pendant le 1er semestre, 54 % des investisseurs ont répondu n'avoir pas modifié ses investissements.

Comportements pendant la crise

Ils sont toutefois plus d'1 sur 3 à avoir investi, soit en réinvestissant sur des instruments déjà détenus (24 %), soit sur de nouveaux instruments (13 %). Ceux qui ont investi sur de nouveaux supports l'ont fait surtout sur des actions (76 % d'entre eux).

Seuls 9 % des investisseurs ont désinvesti.

Ceux qui ont réinvesti sont plus souvent des hommes (42 %) et les 25-34 ans (62 %), ainsi que les plus aisés financièrement (44 % des revenus mensuels de plus de 6 000 euros). Les inactifs ont été relativement plus nombreux à désinvestir (12 %).

Les investisseurs ayant réalisé des opérations l'ont fait majoritairement de leur propre initiative. Toutefois, 31 % d'entre eux ont été en contact avec un conseiller et 45 % de ces derniers disent avoir bénéficié d'une recommandation écrite à cette occasion.

Les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à recourir à un conseiller : 43 % des femmes contre 24 % des hommes. C'est également le cas parmi les plus aisés financièrement (47 % des revenus supérieurs à 6 000 euros).

Sentiment

Fin septembre, seul 1 investisseur sur 4 se disait inquiet quant à son épargne investie ou quant à sa propre situation financière. Mais ils n'étaient guère plus nombreux à être sereins ou confiants (3 sur 10). Entre 4 et 5 investisseurs sur 10 n'avaient pas d'avis tranché.

Les plus jeunes étaient nettement plus confiants que les plus âgés : les 25-34 ans étaient 56 % à se dire sereins (22 % des 50 ans et plus). On retrouve cette sérénité chez les plus aisés financièrement (46 % des revenus de plus de 6 000 euros sont confiants contre 23 % des revenus inférieurs à 2 500 euros).

Anticipations

Pour les mois à venir, les investisseurs anticipaient majoritairement une situation instable faite d'incertitudes et de baisse de rendement plutôt qu'une situation positive. Ils étaient près d'1 sur 2 à prévoir une situation difficile, principalement les inactifs (56 %).

3 investisseurs sur 10 ne savaient pas répondre à cette question.

Les détenteurs d'actions se montraient plutôt pessimistes à court terme. 55 % d'entre eux, contre 46 % de l'ensemble des investisseurs, se montraient plutôt pessimistes et 33 % étaient optimistes (25 %).

Intentions

Un peu plus d'1 personne interrogée sur 3 envisageait d'investir, la majorité d'entre elles en actions, et 1 sur 2 n'envisageait pas de toucher à ses placements.

Ceux qui envisageaient d'investir étaient plus souvent des hommes (40 % d'entre eux) et des 25-34 ans (71 %). ■

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS AMF

Directrice de la publication : Charlotte Garnier-Peugeot • **Directeur de la rédaction** : Benoît de Juvigny • **Contacts** : Direction de la communication
Tél. : 01 53 45 60 25. Courriel : directiondelacommunication@amf-france.org • **Conception et réalisation :** AMF • La Lettre de l'Observatoire de l'épargne de l'AMF offre une vue d'ensemble et non exhaustive des sujets.
La Lettre de l'Observatoire de l'épargne de l'AMF / ISSN 2428-405X